

La puissance potentielle de la classe travailleuse est

<https://www.contretemps.eu> **énorme** **redaction**
Les syndicalistes des années 1920 n'avaient pas beaucoup de raisons d'être optimistes. La syndicalisation ouvrière, qui avait grimpé au cours des conflits ouvriers de l'après-guerre, a atteint un sommet puis a plongé. Les observateurs s'inquiétaient du fait que les changements technologiques et culturels avaient rendu le mouvement ouvrier obsolète et les travailleurs apathiques. « Nos jeunes membres, surtout », déplorait un responsable syndical au milieu des années 1920. Dix ans plus tard, les grèves bloquaient la production dans tout le pays et le taux de syndicalisation montait en flèche. Après des années de malaise dans le mouvement syndical, un regain similaire est-il possible aujourd'hui ?

*Présidente du département de sociologie de l'université Johns Hopkins, spécialiste du travail réputée, Beverly Silver a été toute sa vie une défenseuse radicale des travailleurs. Ses travaux, dont son ouvrage précurseur *Forces of Labor*¹, traitent de questions profondes sur le travail, le développement, les conflits sociaux et la guerre. Dans cet entretien avec Jacobin publié en 2016, elle explique ce que le passé du travail peut nous apprendre sur l'état actuel – et futur – de la lutte de la classe travailleuse dans le monde.*

Jacobin : Les dernières décennies ont vu une profonde restructuration de la classe ouvrière aux États-Unis et dans d'autres pays capitalistes avancés. Quels sont les grands contours de ce processus de restructuration, et quelles sont les forces qui l'animent ?

Beverly J. Silver : Le capitalisme transforme constamment l'organisation de la production et le rapport de force entre le travail et le capital – restructurant la classe ouvrière et la reconstruisant. Pour répondre à cette question, je pense donc que nous devons adopter une vision à plus long terme.

Il est logique de revenir au milieu du XXe siècle – aux années 1930, 1940 et 1950. C'est à cette époque que l'on assiste à l'émergence d'une classe ouvrière de production massive, très forte aux États-Unis, plus particulièrement dans l'industrie automobile, mais aussi dans des secteurs tels que les mines, l'énergie et les transports, qui étaient au cœur de l'industrialisation et du commerce.

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le capital a commencé à se restructurer – en reconfigurant l'organisation de la production, le processus de travail, les sources d'approvisionnement en main-d'œuvre et la localisation géographique de la production. Cette restructuration était en grande partie une réponse aux forts mouvements syndicaux dans les secteurs manufacturier et minier, dans la logistique et le transport.

Une version élargie du concept de David Harvey de déplacement spatial (*spatial fix*)² est utile pour comprendre cette restructuration. Le capital a tenté de résoudre le problème des forts mouvements ouvriers et la menace que ceux-ci représentaient pour sa rentabilité, en mettant en œuvre une série de « déplacements ».

Les grandes entreprises ont utilisé le déplacement spatial en se délocalisant vers des sites où les salaires sont plus bas. Elles ont mis en œuvre des « déplacements technologiques » – réduisant leur dépendance à l'égard des travailleur-es en accélérant l'automatisation. Et elles ont avancé ce que l'on peut considérer comme un « déplacement financier » – en transférant le capital du commerce et de la production vers la finance et la spéculation, comme un autre moyen que leurs profits dépendent moins de la classe ouvrière établie dans la production massive.

La puissance potentielle de la classe travailleuse est
énorme

<https://www.contretemps.eu> **redaction**

Les prémices de ce transfert de capitaux vers la finance et la spéculation étaient déjà visibles dans les années 1970, mais il a explosé après le milieu des années 1990, suite à l'abrogation du Glass-Steagall Act³ pendant les années Clinton.

Ainsi, ce qui a ressemblé à un effondrement soudain de la force des syndicats aux États-Unis dans les années 1980 et 1990 était en fait ancré dans des décennies de restructuration sur ces multiples fronts, restructuration qui a commencé au milieu du XXe siècle.

Bien sûr, il est important de souligner qu'il y a un autre côté de la médaille. Ces « déplacements » capitalistes ont démantelé la classe ouvrière établie dans la production de masse, mais ils ont simultanément créé de nouvelles classes ouvrières aux États-Unis et ailleurs. Ces nouvelles classes ouvrières émergent comme les protagonistes des luttes ouvrières dans de nombreuses régions du monde aujourd'hui.

Jacobin : Ce n'est un secret pour personne que les formes traditionnelles d'organisation de la classe ouvrière, comme les syndicats aux États-Unis ou les partis sociaux-démocrates en Europe, sont en grave crise. Comment le capital a-t-il réussi à miner et à apprivoiser ces expressions organisées des intérêts de la classe ouvrière ?

Beverly J. Silver : Si nous regardons dans l'histoire les moments forts du militantisme ouvrier, en particulier ceux qui impliquent des mouvements de gauche liés aux partis socialistes et ouvriers, on voit bien un ensemble récurrent de stratégies visant à saper le potentiel radical de ces mouvements. On peut les résumer en restructuration, cooptation et répression.

Ainsi, les types de restructuration ou de déplacement que j'ai mentionnés plus haut – délocalisation géographique, changement technologique, financiarisation – ont certainement joué un rôle important dans l'affaiblissement de ces mouvements. Dans le même temps, la cooptation des syndicats et des partis de la classe ouvrière (leur incorporation en tant que partenaires juniors dans les projets hégémoniques nationaux et les pactes sociaux) a également joué un rôle important. Enfin, la répression a toujours été un élément important du mécanisme.

Pour ne prendre que l'exemple des États-Unis, il y a eu, dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le maccarthysme et l'expulsion des militants de gauche et communistes des syndicats. Puis, dans les années 1960 et 1970, ce sont de puissants mouvements de travailleurs noirs basés dans les usines et les communautés – le Black Panther Party, le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) – qui ont été laminés par la répression.

Et aujourd'hui, avec la militarisation des forces de police locales et la « guerre contre le terrorisme », une « guerre » sans fin qui crée un environnement hostile à la mobilisation des travailleurs immigrés et noirs, la coercition continue de jouer un rôle majeur.

Jacobin : L'un des grands débats actuels est de savoir si la dynamique déterminante de la classe ouvrière mondiale est l'exploitation (les travailleur-es

La puissance potentielle de la classe travailleuse est ^{énorme} ~~redaction~~
<https://www.contretemps.eu>
étant pressurés sur le lieu de production) ou l'exclusion (les travailleur·es étant essentiellement exclus d'un travail salarié stable). Que pensez-vous de ce débat ?

Beverly J. Silver : Je considère les deux comme tout aussi importants. Ce serait certainement une erreur d'ignorer l'importance continue des luttes contre l'exploitation sur le lieu de production. En effet, l'un des résultats de la stratégie de déplacement spatial a été de créer de nouvelles classes ouvrières et des contradictions entre le travail et le capital partout où ce dernier s'établit.

En d'autres termes, la résistance des travailleur·es contre l'exploitation sur le lieu de production a suivi le mouvement du capital dans le monde entier au cours du dernier demi-siècle. En effet, nous sommes témoins de la dernière manifestation de cette dynamique avec la vague massive de grèves ouvrières qui a eu lieu en Chine [en 2016].

Lorsqu'il est devenu évident pour les entreprises que le simple fait de déplacer les usines vers des sites à bas salaires ne pouvait pas résoudre le problème du contrôle de la main-d'œuvre, le capital s'est appuyé davantage sur l'automatisation et la financiarisation. L'automatisation, bien qu'elle ne soit pas nouvelle, a récemment expulsé les travailleur·es salariés de la production à un rythme rapide, augmentant la visibilité de la dynamique d'exclusion. Une illustration récente et flagrante est la nouvelle selon laquelle FoxConn a effectivement mis à exécution sa menace d'introduire un nombre massif de robots dans ses usines en Chine.

De même, le mouvement du capital excédentaire vers la finance et la spéculation contribue également de manière importante à l'importance croissante de l'exclusion. La finance – en particulier les activités financières qui ne sont pas liées au commerce et à la production – absorbe relativement peu de travail salarié. Plus important encore, elle tire ses bénéfices principalement de la redistribution régressive de la richesse par la spéculation, plutôt que de la création de nouvelles richesses. D'où le lien établi par le mouvement Occupy entre les niveaux obscènes d'inégalité de classe et la financiarisation.

L'automatisation et la financiarisation conduisent à une accélération de la tendance à long terme du capitalisme à détruire les moyens de subsistance établis à un rythme beaucoup plus rapide qu'il n'en crée de nouveaux. Cela a toujours été la tendance prédominante du capitalisme historique dans le Sud global, où la dépossession a eu tendance à dépasser l'absorption du travail salarié, et où les travailleur·es n'avaient de plus en plus que leur force de travail à vendre, mais peu de chances de la vendre réellement.

Si cette tendance n'est pas nouvelle, son accélération et le fait que ses effets négatifs se fassent sentir dans les pays centraux – et pas seulement dans le « tiers monde » – contribuent à expliquer pourquoi la dynamique d'exclusion est passée au premier plan dans les débats actuels.

Jacobin : Pour formuler la question différemment, cela a-t-il même un sens de considérer l'exclusion et l'exploitation comme des processus distincts ?

Beverly J. Silver : Eh bien, Marx ne les considérerait certainement pas comme des phénomènes distincts. Dans le livre premier du Capital, il explique que l'accumulation du capital va de pair avec l'accumulation d'un surplus de population – que la richesse est

La puissance potentielle de la classe travailleuse est
énorme

<https://www.contretemps.eu> redaction
créée par l'exploitation, mais qu'en même temps de grandes parties de la classe ouvrière
sont exclues ou rendues superflues pour les besoins du capital.

Pendant la majeure partie du XXe siècle, la répartition géographique des processus d'exclusion a été inégale. En effet, jusqu'à récemment, l'une des façons dont le capital maintenait sa légitimité au sein des pays centraux était de faire peser le poids des processus d'exclusion sur le « tiers monde » ainsi que sur les sections marginalisées de la classe ouvrière des pays centraux.

La classe ouvrière mondiale était divisée, avec des frontières très définies par la citoyenneté, la race, l'ethnicité et le genre. Aujourd'hui, ces frontières sont encore très marquées. En particulier après la crise financière mondiale de 2008, le poids des processus d'exclusion est ressenti plus lourdement dans les pays centraux que par le passé - avec toutes sortes d'implications politiques.

Jacobin : Dans votre travail, vous avez beaucoup réfléchi à la force des travailleurs et de la classe ouvrière. Vous faites la distinction entre les différentes sources de la puissance des ouvrier-es. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

Beverly J. Silver : Oui, une distinction majeure est faite entre leur puissance structurelle et leur force organisée. La force organisationnelle c'est la capacité de gagner grâce à l'organisation de syndicats et de partis politiques. La puissance structurelle découle de la position stratégique des travailleurs dans le processus de production - un pouvoir qui peut être, et a souvent été, exercé en l'absence d'organisation syndicale.

Jacobin : Pourquoi est-il utile de faire cette distinction ?

Beverly J. Silver : Prenons la puissance structurelle, par exemple. Il existe deux principaux types de puissance structurelle : le pouvoir de négociation sur le lieu de travail et le pouvoir de négociation sur le marché du travail.

La plupart du temps, on pense au pouvoir de négociation sur le marché du travail pour comprendre le pouvoir des travailleurs de manière plus large. Si le chômage est élevé, votre pouvoir de négociation sur le marché est faible, et vice versa. Le pouvoir de négociation sur le lieu de travail - la capacité de mettre un terme à des processus de production interconnectés par des arrêts de travail localisés - est moins mis en avant, mais il est peut-être encore plus important pour comprendre les sources du pouvoir des travailleurs aujourd'hui.

La raison en est que, si l'on observe les tendances historiques à long terme, la puissance des travailleurs sur le lieu de production s'accroît incontestablement. Cela surprend les gens. Mais cette augmentation du pouvoir de négociation sur le lieu de travail est évidente avec la diffusion des méthodes de production en flux tendu. Contrairement aux méthodes plus traditionnelles de production de masse, aucun volant ou stock excédentaire n'est plus intégré au processus de production.

Ainsi, avec la généralisation du juste-à-temps dans l'industrie automobile, par exemple, un nombre relativement faible de travailleur-es, en arrêtant simplement la production dans un

La puissance potentielle de la classe travailleuse est
<https://www.contretemps.eu> **énorme** **redaction**
nœud stratégique – même, disons, un fournisseur de pièces d'essuie-glace – peut paralyser
une entreprise entière. Il existe de nombreux exemples récents de ce phénomène dans
l'industrie automobile du monde entier.

De même, les travailleur·es de la logistique – transport et communication – ont un pouvoir de négociation important et croissant sur le lieu de travail, lié à l'impact économique en cascade qu'auraient des arrêts de travail dans ces secteurs. En outre, malgré la tendance quasi-universelle à considérer les processus de mondialisation comme un affaiblissement du travail, l'échelle géographique potentielle des impacts de ces arrêts de travail a augmenté avec la mondialisation.

Jacobin : Qu'en est-il de la puissance des organisations ? Si les travailleurs n'ont pas de syndicats ou de partis ouvriers, cela ne compromet-il pas leur pouvoir de négociation structurel ?

Beverly J. Silver : Pas forcément. Prenez le cas de la Chine. Les syndicats autonomes sont illégaux, mais des améliorations majeures ont été apportées récemment aux lois sur le salaire minimum, au droit du travail et aux conditions de travail. Ces changements sont le fruit d'un soulèvement populaire qui a tiré parti de la puissance structurelle des travailleurs, tant sur le marché que, plus important encore, sur le lieu de travail.

Je pense que nous devons également être honnêtes quant à la position structurelle ambiguë des syndicats. S'ils ont trop de succès et qu'ils apportent trop à leur base, le capital devient extrêmement hostile et ne veut pas traiter avec eux, ce qui l'amène à adopter une stratégie plus répressive.

Le capital conclut parfois des accords avec les syndicats, mais uniquement si ces derniers acceptent de jouer un rôle de médiateur, en limitant le militantisme syndical et en assurant le contrôle de la main-d'œuvre. Mais pour faire cela efficacement, les syndicats doivent apporter quelque chose à leur base, ce qui nous ramène au premier problème. En fin de compte, la question est la suivante : dans quel type de situations cette dynamique contradictoire entre syndicats et capitalistes joue-t-elle au bénéfice des travailleur·es ?

Jacobin : Que pensez-vous des arguments selon lesquels les luttes se déplacent du lieu de production vers la rue ou la communauté ?

Beverly J. Silver : Cela nous ramène à la question précédente sur l'importance relative de l'exploitation et de l'exclusion dans la formation de la classe ouvrière mondiale. Si l'on considère le prolétariat mondial dans son ensemble aujourd'hui, je ne pense pas qu'il soit exact de dire que les luttes se déplacent principalement dans la rue, surtout si nous parlons de luttes qui ont un impact perturbateur sérieux sur le business as usual.

Les luttes sur les lieux de production continuent d'être une composante importante des conflits ouvriers dans le monde. Dans le même temps, les exclu·es – les chômeur·es, celles et ceux dont le pouvoir structurel de négociation est faible – n'ont d'autre choix que de faire entendre leur voix par des actions directes dans la rue plutôt que sur le lieu de travail.

La coexistence des luttes sur le lieu de travail et des luttes dans la rue est une caractéristique historique du capitalisme, tout comme la coexistence de l'exploitation et de

La puissance potentielle de la classe travailleuse est

<https://www.contretemps.eu> **énorme** **redaction**
l'exclusion. Parfois, ces deux types de luttes se déroulent sans se croiser et sans être solidaires l'une de l'autre dans la mesure où son expérience est principalement façonnée par la dynamique de l'exclusion ou celle de l'exploitation – d'autant plus que, historiquement, la classe ouvrière a été divisée, à la fois au sein des pays et entre les pays.

Mais si nous pensons aux grandes vagues réussies de lutte ouvrière, elles ont combiné, dans une solidarité explicite ou implicite, ces deux types de luttes. Même l'occupation de l'usine de Flint et la vague de grèves qui a suivi en 1936 et 1937 – un mouvement qui reposait fondamentalement sur l'exploitation du pouvoir des travailleur·es sur le lieu de production – a été rendue plus puissante par les luttes simultanées dans les rues des travailleurs sans emploi et par la solidarité communautaire.

Ou, si nous pensons à un mouvement de masse récent qui a été largement considéré comme se déroulant presque entièrement dans les rues – l'Égypte en 2011 – c'est lorsque les travailleurs du canal de Suez ont fait jouer leur pouvoir de négociation sur le lieu de travail avec une grève en soutien au mouvement de masse dans les rues que Moubarak a été contraint de démissionner. Il est également intéressant de noter que le mouvement de jeunesse du 6 avril, à l'origine de l'occupation de la place Tahrir, a été fondé en 2008 pour soutenir une grande grève des travailleurs de l'industrie.

Ainsi, un problème fondamental pour la gauche aujourd'hui, qui n'est pas nouveau non plus, est de trouver comment combiner le pouvoir de négociation sur le lieu de travail et la puissance des mobilisations de rue, de trouver les nœuds de connexion entre les chômeurs, les exclus et les travailleurs salariés exploités. Cela est certainement plus facile lorsque les exclus et les exploité·es sont membres des mêmes ménages ou des mêmes communautés.

Aux États-Unis, nous pouvons voir des lieux de ces intersections avec la grève des dockers de 2015 en Californie, en soutien aux mobilisations de Black Lives Matter dans les rues, et avec la façon dont se croisent les luttes des travailleurs immigrés – communautaires et sur le lieu de travail.

Jacobin : Aux États-Unis aujourd'hui, il semble que l'organisation syndicale et le militantisme se concentrent sur les travailleurs les moins bien rémunéré·es du secteur des services. Que pensez-vous de cela ? Est-ce là que nous devrions concentrer nos énergies ? Ou devrions-nous nous intéresser à d'autres types de travailleurs dans d'autres industries et secteurs ?

Beverly J. Silver : Ce n'est pas une erreur d'accorder une grande importance à ces travailleurs. Si vous voulez améliorer les conditions de la majorité de la population, vous devez améliorer les conditions de ces travailleur·es.

Je pense qu'une partie du scepticisme inhérent à cette question tient au fait que, jusqu'à présent, cette stratégie n'a pas été très fructueuse. Une fois encore, il est utile de réfléchir au pouvoir de négociation sur le lieu de travail. Chez Walmart, par exemple, cela n'a pas beaucoup de sens de s'attaquer au secteur de la vente au détail. Il faut s'en prendre à la distribution.

Il en va de même pour la restauration rapide. Si vous vous attaquez au secteur de la distribution, vous pouvez exercer un pouvoir de négociation sur le lieu de travail. Sinon, vous vous retrouvez avec une lutte qui se limite à la rue. Mais cela nous ramène également

La puissance potentielle de la classe travailleuse est
énorme

<https://www.contretemps.eu> redaction

à la question de savoir comment et quand les travailleurs disposant d'un fort pouvoir de négociation sur le lieu de travail exercent ce pouvoir pour soutenir des objectifs de transformation plus larges.

Jacobin : Avec Giovanni Arrighi, vous dites que la trajectoire des mouvements ouvriers aux États-Unis et dans d'autres contextes nationaux est profondément influencée par leur relation avec des mouvements plus larges dans la politique mondiale, les guerres et les conflits internationaux. Comment les récents changements géopolitiques ont-ils affecté la force du travail aux États-Unis ?

Beverly J. Silver : C'est une question très vaste et importante. Je pense qu'une grande partie de la discussion sur les mouvements ouvriers tend à se concentrer sur l'aspect économique, mais l'aspect géopolitique est tout aussi important, sinon plus, pour comprendre les perspectives et les possibilités des travailleurs et des mouvements ouvriers, historiquement et à l'avenir.

Juste avant le 11 septembre 2001, il semblait que nous étions à la veille d'une recrudescence massive de luttes ouvrières aux États-Unis, avec un épicentre fort parmi les travailleurs immigrés. Un certain nombre de grèves importantes avaient été planifiées ou étaient en cours, puis la dynamique a changé.

La guerre contre le terrorisme a donné une impulsion majeure à la coercition et à la répression pour maintenir le statu quo, et pas seulement sur le lieu de travail, en termes d'hostilité des employeurs envers les syndicats, mais plus largement, en termes d'impact de l'environnement de guerre permanent sur les perspectives du syndicalisme.

Jacobin : La coercition et la répression semblent être des éléments fondamentaux du capitalisme. Qu'est-ce qui est différent aujourd'hui dans la relation entre les travailleurs, les mouvements de travailleurs et la géopolitique ?

Beverly J. Silver : Eh bien, je pense que pour répondre à cette question, il est important de placer l'environnement actuel de guerre permanente dans le contexte de la crise plus large de la puissance mondiale des États-Unis et du déclin de son hégémonie.

Et nous devons examiner la relation historique à long terme entre les droits des travailleurs et la façon dont les États dépendent de la classe ouvrière pour mener les guerres. Parlons d'abord de ce dernier point.

L'une des racines bien connues, mais peu discutées, de la force des travailleurs – ou du moins de l'institutionnalisation des syndicats et de l'approfondissement des droits démocratiques aux États-Unis et en Europe occidentale, et jusqu'à un certain point dans le monde – est la nature particulière de la guerre au XXe siècle, notamment l'industrialisation des moyens militaires et la conscription de masse.

Pour mener ce type de guerre, les puissances centrales, les puissances impériales, avaient besoin de la coopération de la classe ouvrière, à la fois en tant que soldats combattant au front et en tant qu'ouvrier·es faisant tourner les usines. La guerre dépendait de la production industrielle pour tout, de l'armement aux bottes. C'est pourquoi, pendant les deux guerres mondiales, il était communément admis que celui qui ferait tourner les usines

Dans ce contexte, la coopération des travailleurs était essentielle, et la relation entre la guerre et les conflits sociaux menés par les civils était évidente. Les deux plus grands pics des conflits ouvriers mondiaux au XXe siècle ont été les années qui ont immédiatement suivi la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Les creux des luttes ouvrières ont eu lieu au milieu des guerres elles-mêmes.

Ce n'est pas non plus une coïncidence si le début du mouvement des droits civiques a eu lieu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée, et si l'apogée du Black Power Movement a eu lieu pendant et après la guerre du Vietnam.

Les États ont cherché à s'assurer la coopération des travailleurs en mobilisant les sentiments nationalistes et patriotiques, mais cela n'était pas viable sans avancées tangibles des droits des travailleurs. Ainsi, l'expansion de l'État-providence [welfare state] est allée de pair avec l'expansion de l'État-en guerre [warfare state] au XXe siècle.

En d'autres termes, le nationalisme ouvrier ne peut l'emporter sur l'internationalisme ouvrier que si les États montrent que gagner des guerres signifie augmenter le niveau de vie et étendre les droits des travailleurs en tant que travailleurs et citoyens.

Jacobin : Pensez-vous que c'est encore le cas aujourd'hui, dans le contexte d'une guerre apparemment permanente ?

Beverly J. Silver : La nature de la guerre a changé aujourd'hui à bien des égards. Tout comme le capital a réorganisé la production en réponse à la puissance des travailleurs, l'État a restructuré l'armée pour réduire sa dépendance à l'égard des ouvriers et des citoyens pour mener la guerre.

Le mouvement de masse contre la guerre du Vietnam, et le refus des soldats au front au Vietnam de continuer à se battre, a été un tournant, déclenchant une restructuration fondamentale de l'organisation et de la nature de la conduite de la guerre.

Nous voyons les résultats de cette restructuration aujourd'hui avec la fin de la conscription de masse et l'automatisation croissante de la guerre. Avec le recours croissant aux drones et autres armes de haute technologie, les soldats étatsuniens sont éloignés du danger direct - pas entièrement, mais beaucoup plus que par le passé.

Il s'agit d'une situation différente de celle qui liait les mouvements ouvriers et la guerre au vingtième siècle. Au XXIe siècle, l'État-providence et l'État-en guerre se sont dissociés. La question de savoir si, dans ces conditions changeantes, l'internationalisme de la classe ouvrière l'emportera sur le nationalisme de la classe ouvrière est une question critique, mais non résolue.

Je me suis concentrée sur les États-Unis dans cette discussion, mais la transformation de la nature de la guerre a des répercussions plus larges. Au milieu du XXe siècle, de nombreux pays coloniaux ont été intégrés au processus de guerre impériale en tant que fournisseurs de soldats et de matériel pour l'effort de guerre, ce qui a entraîné un renforcement et un militantisme analogues de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, dans un grand nombre de pays du Sud global, la situation est telle que la

La puissance potentielle de la classe travailleuse est

<https://www.contretemps.eu> **énorme** **redaction**
guerre moderne menée par les États-Unis conduit à la désorganisation et à la destruction
de la classe ouvrière dans les endroits où des armes de haute technologie sont larguées. La
« crise des migrants » actuelle, tant dans ses origines que dans ses répercussions, est un
retour de flamme profondément inquiétant de cette nouvelle ère de guerre.

Jacobin : Au cours des périodes précédentes, les marées montantes du militantisme et de l'organisation ont eu tendance à apporter avec elles de nouvelles et puissantes formes d'organisation. Au XIXe siècle, c'était le syndicat de métier, au XXe siècle, c'était le syndicat industriel. Ces formes sont-elles vouées à l'oubli historique, et si oui, qu'est-ce qui pourrait les remplacer ?

Beverly J. Silver : Ils ne sont certainement pas voués à l'oubli historique. Aux États-Unis, par exemple, certains des syndicats les plus performants aujourd'hui – en termes de recrutement de nouveaux membres et de militantisme – sont ceux qui ont leurs racines dans l'ancienne AFL, dans la tradition du syndicalisme de métier. Certains disent que des éléments de cet ancien style d'organisation sont plus adaptés à la nature horizontale des lieux de travail actuels, plutôt qu'aux syndicats industriels associés aux sociétés intégrées verticalement.

Mais cela ne signifie pas non plus que les syndicats industriels sont morts. Les types de succès qui caractérisaient les syndicats classiques du CIO – la grève d'occupation dans l'usine automobile de Flint et les grèves qui ont suivi – reposaient sur le pouvoir de négociation stratégique des travailleurs sur le lieu de production. Je pense qu'il y a encore des leçons à tirer de ces succès.

Cependant, il est clair qu'aucune de ces formes n'a réussi à toucher les problèmes fondamentaux du capitalisme. Comme je l'ai déjà mentionné, le problème des syndicats est que, dans la mesure où ils sont trop efficaces, le capital et l'État n'ont aucun intérêt à travailler avec eux et à coopérer.

Mais dans la mesure où ils n'apportent pas une transformation sérieuse dans la vie et les moyens de subsistance des travailleurs, ils perdent leur crédibilité et leur légitimité aux yeux des travailleurs eux-mêmes – et c'est en grande partie ce qui s'est passé.

Jacobin : L'une des idées défendues par Marx est de pousser les syndicats à se rapprocher des chômeurs au sein d'une organisation unique. Est-ce une option dans des pays comme les États-Unis ?

Beverly J. Silver : Je pense que c'est certainement l'idéal. C'est ce dont Marx et Engels parlaient dans le Manifeste communiste en termes de rôle des communistes dans le mouvement ouvrier.

Cela nous ramène également aux questions sur la relation entre les processus d'exploitation et d'exclusion et sur la relation entre les luttes sur le lieu de production et les luttes dans la rue. Pour les syndicats qui cherchent à suivre l'orientation de Marx, cela signifie réfléchir stratégiquement aux conditions dans lesquelles les travailleurs ayant un emploi salarié stable peuvent être attirés et radicalisés par les luttes des chômeurs et des employés précaires, et vice versa.

Jacobin : Quelles sont les perspectives de revitalisation du mouvement ouvrier aux États-Unis ? Pensez-vous qu'il y aura une recrudescence du militantisme et de l'organisation dans un avenir proche ?

Beverly J. Silver : D'une part, permettez-moi de dire que je m'attends, juste pour des raisons théoriques, à une recrudescence du militantisme ouvrier aux États-Unis, et pas seulement aux États-Unis. D'un point de vue empirique, depuis 2008, nous assistons dans le monde entier à une recrudescence de la contestation sociale de la classe ouvrière, qui peut être considérée rétrospectivement comme les prémices d'une revitalisation à plus long terme.

Cette évaluation va à l'encontre du sentiment dominant. Il est intéressant de comparer le pessimisme actuel à ce que disaient les experts dans les années 1920. À l'époque, ils examinaient la manière dont les métiers étaient minés par l'expansion de la production de masse, et ils affirmaient que le mouvement ouvrier était mortellement affaibli et définitivement mort. Ils ont affirmé cela jusqu'à la veille de la vague massive de conflits ouvriers du milieu des années 1930.

Ils ne comprenaient pas que, même s'il était vrai que de nombreux syndicats de métiers étaient sapés, il y avait une nouvelle classe ouvrière en formation. Nous constatons la même chose aujourd'hui – une situation où la classe ouvrière de la production de masse du vingtième siècle est sapée, mais où une nouvelle classe ouvrière est également en formation, y compris dans le secteur manufacturier.

Il est important de ne pas effacer l'industrie manufacturière de la conscience de ce qui se passe, même aux États-Unis, et encore moins dans le monde entier. Néanmoins, chaque fois que de nouvelles vagues de conflits sociaux éclatent, la classe ouvrière apparaît fondamentalement différente, et les stratégies et la mobilisation sont à nouveau fondamentalement différentes.

Jacobin : Qui, selon vous, mènera la danse cette fois-ci ?

Beverly J. Silver : C'est difficile à dire. Ce qui est plus clair, ce sont les problèmes cruciaux auxquels les travailleurs sont confrontés aujourd'hui et, dans une certaine mesure, ils indiquent la base de masse et le leadership nécessaires pour une « prochaine montée de luttes » qui soit porteuse de changement. Nous sommes dans une situation où le capital détruit les moyens de subsistance à un rythme beaucoup plus rapide qu'il n'en crée de nouveaux, de sorte que nous connaissons à l'échelle mondiale, y compris dans les pays centraux et aux États-Unis, une expansion de l'armée de réserve industrielle, et en particulier ce que Marx a appelé dans le Capital la surpopulation permanente : celles et ceux qui ne seront jamais intégrés dans un travail salarié stable.

Les travailleurs intérimaires, les travailleurs temporaires, les travailleurs à temps partiel et les chômeurs de longue durée – tout ce groupe s'élargit et nous conduit sur la voie du paupérisme. En dépit de la profonde crise de légitimité que cela crée pour le capitalisme, il n'y a rien, aucune tendance au sein du capitalisme lui-même, pour aller dans une autre direction. Si nous devons changer de direction, cela devra venir d'un mouvement politique de masse, plutôt que de quelque chose venant du capital lui-même.

La puissance potentielle de la classe travailleuse est
énorme

<https://www.contretemps.eu> redaction

Il y a deux autres points importants à considérer. Le premier est que la rentabilité capitaliste, tout au long de son histoire, a dépendu de l'externalisation partielle non seulement du coût de reproduction du travail, mais aussi du coût de reproduction de la nature. Cette externalisation devient de plus en plus intenable et insoutenable, mais il n'y a pas non plus de tendance inhérente au capital à réorienter cela.

De plus, étant donné que le traitement de la nature comme un bien gratuit était un pilier du pacte social d'après-guerre liant la production de masse à la promesse d'une consommation de masse de la classe ouvrière, aucun retour simple au soi-disant âge d'or du keynésianisme et du développementalisme n'est possible.

Deuxièmement, la tendance historique du capitalisme à résoudre les crises économiques et politiques par des politiques expansionnistes, militaristes et par la guerre est une chose que nous devons prendre au sérieux, en particulier dans la période actuelle de crise et de déclin hégémonique des États-Unis.

Obtenir le contrôle du pétrole, s'emparer des ressources, se battre pour les voies maritimes dans la mer de Chine du Sud – ces luttes ont le potentiel pour des résultats incroyablement horribles pour l'humanité dans son ensemble. Pour éviter cela, un internationalisme ouvrier renouvelé et actualisé devra surmonter les tendances visibles vers un nationalisme ouvrier ressurgissant et atavique.

C'est donc par une réflexion sur la géopolitique – en examinant les liens entre le militarisme, les conflits intérieurs et les mouvements ouvriers – que nous devons commencer et terminer toute analyse sérieuse. La vieille question socialisme ou barbarie est plus pertinente aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été.

*

Beverly J. Silver est professeure de sociologie, directrice du Arrighi Center for Global Studies à l'université Johns-Hopkins de Baltimore (Maryland, États-Unis). Elle a publié, entre autres, *Forces of Labour, Worker's Movements and Globalisation since 1870* (Cambridge University Press, Cambridge 2003) et, avec Giovanni Arrighi, *Chaos and Gouvernance in the Modern World-System* (University of Minnesota Press, Minneapolis 1999).

Traduit de l'anglais par Jan Malewski pour la revue *Inprecor*.

Illustration : Elliot Stoller / Wikimedia Commons.

références

références

Beverly J. Silver, *Forces du travail – Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, Éditions de l'Asymétrie, Toulouse 2019, disponible en pdf :
https://www.dropbox.com/s/d78vtqk6635jz8e/Livre_silver_03.pdf?dl=0

↑2 Le déplacement spatial, qu'il appelle « spatial fix », est une expansion géographique du capital à la recherche de débouchés, de marchés, de ressources ou de main-d'œuvre. Le concept est au centre de l'ouvrage de David Harvey *Limits to Capital* (Les Limites du capital). La formule est un jeu de mots : « fix » signifie qu'une part du capital et du travail doit être immobilisée dans l'espace afin de permettre la mobilité du reste. Mais en anglais « to fix » veut aussi dire « réparer » : « to fix a problem » ; au figuré, un « fix », c'est la satisfaction temporaire d'un besoin impérieux, comme chez un drogué qui cherche l'assouvissement d'une sensation de manque. David Harvey souligne que ce déplacement géographique soulage d'autant mieux les tensions du capitalisme s'il se combine aux déplacements temporels : « Tout se passe comme si, en cherchant à annihiler le temps par l'espace, le capitalisme gagnait du temps en conquérant l'espace. »

↑3 Glass-Steagall Act est le nom de la loi sur les banques adoptée en 1933, qui avait instauré l'incompatibilité entre les banques de dépôt et les banques d'investissement, le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires et le plafonnement des taux d'intérêt. Largement contournée par la finance depuis les années 1970, cette loi a été abrogée par l'administration Clinton en 1999, juste à temps pour permettre la fusion constitutive de Citigroup (la 12e entreprise mondiale en 2017, selon Forbes).